

Juste Terre!

n°187 - FÉVRIER 2022

www.vivre-ensemble.be
Suivez-nous sur Facebook et Twitter

La Porte Verte propose un restaurant social où règnent la bienveillance et le vivre-ensemble. Bien plus que de la nourriture ou une aide administrative, ce qui y est apporté, c'est du lien social, un sentiment de dignité. Tout aussi important pour les personnes qui viennent s'y restaurer. Cette écoute, cette reconnaissance des difficultés et des traumatismes vécus sont également indispensables pour les victimes des inondations. Un texte d'analyse fait le lien entre inondations et pauvreté.



Édito

Toute l'équipe d'Action Vivre Ensemble vous présente ses meilleurs vœux pour une année 2022 solidaire. Accompagner les personnes les plus fragilisées, les plus précarisées à se mettre debout, à relever la tête, à retrouver espoir et dignité, telle est la mission de toutes les associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion soutenues par Action Vivre Ensemble en Wallonie et à Bruxelles.

Cette année, encore une fois, Action Vivre Ensemble apportera un soutien financier à une centaine d'associations. Un coup de pouce à de formidables projets locaux au plus près des besoins des personnes appauvries. Ce qui se construit dans ces associations va bien au-delà de l'aide matérielle et/ou administrative.

Lutter contre la pauvreté, c'est aussi essayer, ensemble, de mieux se rendre compte de ce que la pauvreté implique au quotidien dans la vie de celles et ceux qui la subissent, de comprendre les mécanismes qui la provoquent pour mieux mobiliser notre pouvoir - notre puissance d'agir - de citoyen et citoyenne. C'est le but de l'éducation permanente et c'est aussi une des

missions d'Action Vivre Ensemble, qui se réalise notamment au travers de nos analyses et animations par nos équipes de volontaires et salariés et salariées sur le terrain.

En ces temps si difficiles où réaffirmer sa foi en la vie plus forte que la destruction est un formidable geste d'avenir, votre engagement à nos côtés est plus que jamais porteur de sens et d'efficacité.

Notre gratitude est profonde et nous voulons vous remercier en vous assurant de poursuivre au mieux notre action commune pour rendre notre monde plus humain et plus juste. Vous pouvez compter sur nous. Lutter contre l'inacceptable pauvreté, c'est adhérer concrètement et pleinement au projet d'une société où chacun et chacune a sa place et où personne ne s'entend dire « nous n'avons pas besoin de toi ».

Avec vous, nous voulons donner une réelle chance à ce vivre-ensemble là.

■ **Valérie Martin**
Directrice de la communication

Contre la pauvreté, je choisis la SOLIDARITÉ !

Le restaurant social de La Porte Verte : cocon ressourçant pour les personnes précarisées

Implanté au cœur de Molenbeek, le restaurant social de l'ASBL La Porte Verte propose chaque jour des repas chauds et complets à des personnes en situation de grande précarité. Chaque année, près de 11.000 repas y sont servis. Des repas, oui, mais pas seulement. L'association accompagne également sur le volet psychosocial les usagers et usagères du restaurant qui sont des écorchés par la vie.

Quand on passe la porte du restaurant social de La Porte Verte (situé au cœur du quartier des Étangs noirs, à Molenbeek), on découvre des tables parfaitement dressées (une quarantaine de couverts) comme dans un vrai restaurant. Des nappes à carreaux rouges et blancs recouvrent les tables, des couverts sont minutieusement disposés, un menu élégamment écrit à la craie trône sur une ardoise, un chef qui s'affaire en cuisine et une équipe en salle aux petits soins des personnes qui viennent se restaurer.

Henri, André et Anne-Marie sont attablés à leur « table habituelle », au fond à gauche du restaurant. Sur leurs visages, de grands sourires. Le personnel les appelle par leur prénom. Ils s'échangent des mots gentils. Cela se sent, ils s'y sentent bien. L'atmosphère est si chaleureuse et la bonne humeur qui se dégage de l'équipe sociale de La Porte Verte est si communicative. « *Quand on vient ici, c'est comme si nous allions au restaurant. On oublie parfois que c'est un restaurant pour personnes en difficulté* », confie André qui vient ici presque chaque jour. Anne-Marie, 94 ans, et Henri, 89 ans, fréquentent également le restaurant social quotidiennement par convivialité et, aussi et surtout, par nécessité : « *Nous aimons venir ici car l'ambiance est conviviale et chaleureuse. Surtout en ces temps de coronavirus où nous nous sentons esseulés. Toutes les personnes ici nous aident à faire face à notre situation de pauvreté. Etant donné notre grand âge, nous avons des difficultés à faire nos courses,*

les prix sont élevés. Ici, nous pouvons manger un repas complet, car sinon nous n'arrivons pas à payer nos charges et trois repas par jour. »

Un menu de 4,50 € ou la gratuité

L'histoire du restaurant social de La Porte Verte ne date pas d'hier. Depuis 1975, l'ASBL a développé des services en réponse aux besoins sociaux auxquels elle a été confrontée. Un axe important est l'aide alimentaire, qui se conjugue en deux services : le restaurant social (rue d'Ostende 2) et son annexe (rue de Menin 55) qui assure la préparation et la distribution de colis alimentaires. Près de 3.000 colis y sont distribués chaque année.

C'est en 1984 que le restaurant social a ouvert ses portes pour accueillir en ses murs des personnes fragilisées, tant sur le plan financier que psychosocial. Depuis plus de 40 ans, du lundi au vendredi, le restaurant social propose des repas complets aux personnes en difficulté : entrée, plat, dessert, café et boisson, avec chaque jour, un nouveau menu ! Les repas sont souvent préparés avec les surplus de la collecte alimentaire mais sans que la qualité ne soit relayée au second plan. Les assiettes qui sortent de la cuisine sont particulièrement bien dressées et des produits sains et équilibrés la composent. Pour 4,50 €, les personnes aux plus faibles revenus peuvent ainsi accéder à un repas

La qualité des repas n'est pas reléguée au second plan.





complet. La gratuité est aussi possible pour les personnes qui n'ont pas de revenus. Il y a une place pour chacun-e à La Porte Verte.

Soutien psychosocial essentiel

En plus des repas, une permanence sociale se tient chaque jour au restaurant social. Cela permet aux usagers et usagères de profiter de leur repas pour ensuite, par exemple, régler une situation administrative compliquée. «Cela se fait dans une ambiance moins tendue que dans un bureau, les personnes ont correctement mangé et sont en confiance pour parler de leur situation», explique l'assistante sociale entre deux assiettes qu'elle pose sur les tables. La permanence sociale travaille également sur la question de la guidance budgétaire. L'idée : répartir ses dépenses en fonction de ses besoins essentiels et éviter à tout prix les situations d'endettement qui peuvent conduire en rue des personnes déjà en situation de grande précarité.

«C'est ma seconde famille, ici. Je suis un homme isolé, je n'ai personne chez moi. Je trouve qu'on est accueilli ici comme dans une famille, oui! Je connais presque tout le monde. On se serre la main, on se fait un bisou, du moins avant le covid! C'est plus qu'un restaurant. Il y a une présence, une chaleur, que je n'ai pas trouvée ailleurs. Et je trouve que c'est bon. Si un endroit comme ceci se fermait, on serait désemparé. Il faudrait trouver un autre nid...», confie un homme d'une soixantaine d'années, attablé devant une assiette de vol-au-vent.

Briser la solitude et faire du lien

En plus du restaurant social, des animations sont organisées pour les personnes : visites culturelles, ateliers chorale, ateliers de cuisine, cours de langues, etc. Des activités qui permettent avant tout de créer du lien entre les usagers et usagères et de briser la solitude souvent imposée par le manque d'argent. Car comment s'accorder une sortie culturelle si on ne sait pas se payer un repas chaud par jour? «Afin de toucher un maximum de

Alexis, 71 ans, qui vient chaque semaine au restaurant social

«Ma femme avait le cancer. Elle a été longtemps fort malade. Après son décès, je suis venu ici souvent car, sinon, j'étais seul chez moi. J'ai commencé à venir ici quand j'étais au chômage, je ne pouvais pas me payer un repas chaque jour. Ici, on mange bien et à sa faim. Quand on a un problème, toute l'équipe est là et essaie de trouver des solutions. C'est rassurant et reconfortant de rencontrer aussi d'autres personnes.»

personnes parmi notre large public, il nous semblait nécessaire de prévoir des activités parallèles aux services de l'ASBL, afin de permettre aux usagers et usagères de se rencontrer», raconte l'assistante sociale, avant de poursuivre : «C'est pour nous l'occasion de développer un autre type de relation avec elles et eux.»

André, usager régulier du restaurant social, vient ici presque chaque jour depuis plus de 10 ans : «Arrivé en Belgique, j'avais peur car je ne connaissais personne, je me sentais seul... Depuis que je fréquente l'ASBL, j'ai retrouvé confiance en moi. Je suis suivi par un psychologue. Je n'ai plus peur du jugement des autres. Je me suis fait des amis lors des animations au sein de l'association. Je parle en toute sécurité. Les membres de l'ASBL nous accompagnent dans nos démarches administratives. Je vais bientôt prendre des cours pour apprendre le français et je suis à la recherche d'un travail.»

Ainsi, et depuis 1975, La Porte Verte poursuit une action globale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces 47 années d'engagement sur le terrain ont fait de La Porte Verte un acteur majeur à Bruxelles sur la question de l'insertion des personnes en situation de grande précarité. Aujourd'hui encore plus qu'hier, sa mission est essentielle et particulièrement nécessaire, car elle (re)met l'humanité au cœur de son projet. Elle soutient tout en les incluant les personnes fragilisées qu'elle accompagne pour qu'ensemble, ils, elles, puissent vivre une vie digne.

■ Céline Masfrand

Chargée de récoltes de fonds



Catherine Daloze

ANALYSE

Inondations et pauvreté : des sinistres qui se superposent

Les terribles intempéries de la mi-juillet ont provoqué des drames humains et d'immenses pertes matérielles dans certaines vallées belges. Six mois après le choc de ces inondations ravageuses, quel regard porter sur cette catastrophe ?¹

Depuis septembre 2021, une commission d'enquête parlementaire au sein du Parlement wallon s'est mise à l'écoute des acteurs. Tour à tour viennent s'exprimer des responsables de la gestion hydraulique, de la gestion des barrages, du centre régional de crise, de l'IRM, des gouverneurs de province, les bourgmestres des communes sinistrées... **Le travail d'enquête semble fastidieux. Il jouera en tout cas les prolongations**, s'étalant sur deux mois supplémentaires par rapport au délai initial prévu en fin d'année.

Sur le terrain, les stigmates sont encore vifs. Ils sont pour partie matériels, tangibles, pour partie dans les esprits, moins visibles. Concrètement, de nombreuses personnes se trouvent toujours dans du temporaire inconfortable. Environ 4.000 repas chauds sont distribués chaque jour. Et certaines personnes ne peuvent toujours pas prendre de douche chez elles, ou viennent aux portes de l'hiver de récupérer du chauffage. L'humidité se fait sentir encore et encore. La situation reste aussi très précaire pour certaines entreprises situées dans les régions sinistrées et les associations locales

font face à une fragilité accrue. Car les traces de la catastrophe imprègnent aussi les esprits, les vécus. Après l'extrême urgence, où il fallait sauver des vies, déblayer, essayer d'assurer le minimum..., il a fallu réaliser ce qui s'était passé. **Les contrecoups sont inévitables face à « un traumatisme qu'on a du mal à imaginer »**, comme l'explique Paul Rixen, coordinateur pour Action Vivre Ensemble sur la province de Liège.

« *L'aide dite primaire reste nécessaire* », constatent sans détours les deux commissaires spéciales à la reconstruction des zones sinistrées². Elles font état d'une situation encore très compliquée à de nombreux endroits, quatre mois après les inondations. Elles évoquent tant la problématique de l'énergie et de l'équipement des habitations que le poids des démarches auprès d'experts, d'assureurs, ou le burn-out vécu par des sinistrés face à l'ampleur du drame. Plus fondamentalement encore, les personnes et les administrations sont **face à l'impossibilité de se projeter dans l'avenir**, constate Gérard Hansen, président de l'association Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam à Pepinster. « *Quand on ne sait pas se projeter, on ne sait pas se (re)construire.* »

Les traces visibles de la catastrophe imprègnent les esprits, les vécus.



¹ Cette analyse est parue en décembre 2021, avec l'appui de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

² Dans le journal *L'écho*, 27 novembre 2021.

La phase aigüe étant passée, l'élan de solidarité de la première heure doit prendre une nouvelle forme et tenter d'éviter l'essoufflement. En témoigne l'appel de la Croix-Rouge qui recherche des volontaires prêts à s'impliquer de façon régulière, pour développer « l'as-

pect plus social » des points d'accueil³. Se pose surtout un enjeu essentiel aux yeux de Gérard Hansen, celui de **(re)nouer le terrain de la citoyenneté, du bénévolat avec les services institutionnalisés, pour ne pas continuer d'agir en parallèle, mais de concert, en lien.**

Échos d'associations de première ligne

À l'initiative d'Action Vivre Ensemble et de l'ASBL De bouche à oreille, une journée de rencontres a été organisée entre le climatologue Jean-Pascal van Ypersele et des associations touchées par les inondations, à Eupen, Dolhain, Pepinster et Verviers. Ce qui suit est extrait de cette visite sur le terrain.⁴

Des effets profonds

« Les gens sont dans une détresse incroyable. Des enfants qui ont peur de la pluie », constate Julie Kuetgens, coordinatrice de l'ASBL La Page active entre autres dans l'aide à la jeunesse.

Aggravation des problèmes

« Ce qui nous inquiète surtout, c'est la problématique du logement » indique Océane Drooghaag, assistante sociale à l'ASBL Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam, à Pepinster. *La situation est encore pire qu'avant et nous n'avons malheureusement pas beaucoup de prise là-dessus.* »

Impacts sur les lieux repères

« Tout notre travail a été impacté. Tout ce qu'on a mis en place depuis 40 ans a pris l'eau », confie Raphaël Gillot, de la Maison de jeunes Récollets, à Verviers. « Les jeunes ont fui le centre de Verviers, poursuit le coordi-

nateur, Yves Reuchamps. *En même temps, je les comprends. Qui aurait envie d'aller se poser près de la Vesdre pour le moment ? Et chez nous, ça pue ! (...) Ils viennent de vivre une rentrée scolaire encore compliquée. Certains n'ont toujours pas pu regagner leur domicile... Ils tentent d'abord de se concentrer sur les cours. Leur réalité, pour le moment, c'est celle-là.* »

Besoin de se réunir

« Il y a un réel besoin pour les personnes de se réunir. C'est très important pour ces personnes de pouvoir parler de leur vécu et de se retrouver, certaines ont absolument tout perdu », explique Bianca Croé, coordinatrice de Viertelhaus Cardijn à Eupen, une maison de quartier fréquentée normalement par 200 à 300 personnes chaque semaine et sinistrée par les inondations. Elle constate un besoin de dire intarissable.

Prise de conscience

« L'eau est montée jusqu'au 3/4 du premier étage ! On n'aurait jamais imaginé ça. Il y a eu le barrage d'Eupen, mais j'ai aussi pris conscience du changement climatique. Je ne suis pas militant à la base, ou intéressé par le climat. Mais je vais apprendre ! », explique Joël Humblet, bénéficiaire aujourd'hui bénévole pour la Société Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam à Pepinster.

Un sinistre qui aggrave une précarité déjà grande

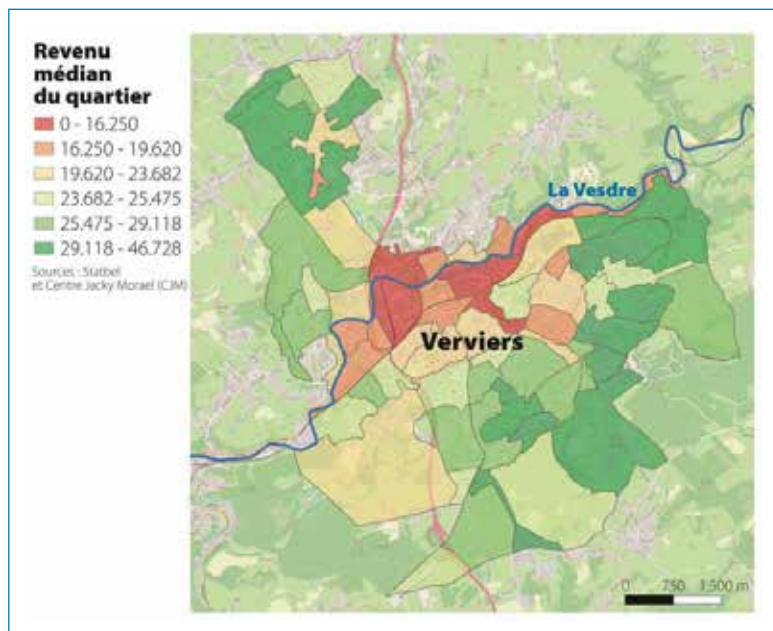
Comme la crise sanitaire qui, se superposant à une dégradation sociale préexistante, aggrave la situation de personnes déjà appauvries, les inondations de l'été ajoutent à la précarité. « (...) s'il est vrai que les inondations ont très gravement impacté les écoles, les commerces, les entreprises, les cabinets médicaux, vétérinaires, les services publics, etc., et qu'il est indispensable de les aider à surmonter leurs difficultés et à réfléchir sur le futur, il n'en reste pas moins que **ce sont, principalement, les populations pauvres et précarisées qui ont payé le plus lourd tribut à ce déluge catastrophique et vont le payer pendant encore bien des années.** » Ce sont les mots de Joseph

Charlier quelques semaines après la catastrophe. Proche des habitants de la Vallée de la Vesdre - il réside dans le pays de Herve limitrophe -, l'homme a un regard aiguisé sur les situations de pauvreté. Il a été, avec d'autres, à l'origine du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), aujourd'hui acteur incontournable.

Ses observations sont identiques à celles de Christine Mahy, secrétaire générale du RWLP. Elle estime de surcroît que **l'impact accru sur les plus pauvres n'est pas un hasard.** « C'est parce qu'ils n'ont pas le choix de se loger mieux. Les logements moins chers sont toujours moins bien localisés, moins confortables, plus petits, plus fragiles, dans des zones où il y a plus de danger. » Et de

3 Voir propos de Lucas Herkenne, responsable Croix-Rouge pour la zone de Trooz, sur rtbe.be/info, le 25 novembre 2021

4 <https://vivre-ensemble.be/dereglement-climatique-et-urgence-sociale-jean-pascal-van-ypersele-a-verviers-3028>



Sources : *Le Soir*, 29 juillet 2021

relayer une parole entendue parmi de nombreuses autres : « On n'avait déjà rien. Maintenant, on a moins que rien. C'est vraiment terrible... »

Un article paru dans le journal *Le Soir*, fin juillet, faisait également état de cette réalité : « les inondations meurtrières et ravageuses de la mi-juillet ont d'abord frappé les quartiers les plus populaires voire les plus pauvres des villes et communes traversées par les eaux. » Carte de la vallée de la Vesdre à l'appui, on voit clairement la répartition des populations selon les catégories de revenus des habitants.⁵

« La vallée de la Vesdre est victime de sa configuration – une des plus belles vallées du monde d'après Victor Hugo, mais particulièrement encadrée – et victime de son

histoire », explique Gérard Hansen. La vallée a connu un développement industriel, grâce à la qualité de l'eau pour le lavage des laines, et un déclin très rapides, sur 60-70 ans. Ce développement de l'industrie textile s'est accompagné de la construction hâtive de logements pour la main-d'œuvre en nombre qui était nécessaire. Ainsi s'est dessinée la configuration des lieux d'aujourd'hui : des maisons ouvrières qui « s'alignent le long de l'eau, de Dolhain aux portes de Liège, là où se trouvaient et se trouvent encore les entreprises pourvoyeuses d'emplois, tandis que les 'beaux quartiers' ont pris leurs aises sur les collines, à l'abri des flots », comme le décrit Eric Deffet, dans le journal *Le Soir*⁶.

Partageant ce constat lors de sa visite sur les lieux, le climatologue Jean-Pascal van Ypersele estime qu'il y a lieu de **lier davantage la nécessité de lutter contre les changements climatiques et de lutter contre la**

pauvreté : « Il y aura moins de victimes graves des changements climatiques à l'avenir si, d'une part, il y a moins de pauvres et si, d'autre part, il y a des changements climatiques moins violents ».⁷

Une inégalité connue

Avant les inondations de cet été, Jacques Teller, professeur d'urbanisme à l'ULG, faisait état de **travaux sur les inégalités sociales face aux catastrophes naturelles**, en particulier les risques de débordements des eaux en région liégeoise. Le croisement des données sur les logements en zones inondables et le niveau socio-économique des habitants amenait à cette conclusion : « Les populations les plus précaires ne sont pas nécessairement celles qui sont installées dans les zones les plus



Un sinistre qui aggrave une précarité déjà grande.



5 Voir aussi Atlas de la Vesdre, paru dans le magazine *Wilfried*, n°17, automne 2021, p.48-49.

6 www.lesoir.be/386515/article/2021-07-29/les-quartiers-ravages-par-les-inondations-sont-souvent-les-plus-pauvres

7 Pour approfondir les liens entre environnement et pauvreté, lire Action Vivre Ensemble, Urgences sociale et écologique, à la croisée des chemins, étude 2021. Consultable sur <https://vivre-ensemble.be/dossier-thematique-2021>



© F. Pauwels/Collectif HUMA.

Reconstruire en écoutant d'abord : l'équipe de la Saint-Vincent-de-Paul de Pepinster

exposées. Par contre, si on analyse le niveau de précarité sur une échelle de 1 à 5 – le niveau 1 étant celui le plus précaire –, les populations de niveau 2 sont plus exposées, alors que les populations les plus aisées ont tendance à être moins exposées. On le sait, les populations plus aisées en province de Liège ont tendance à s'installer sur les plateaux. (...) De façon générale, la population moins aisée est donc plus exposée. »⁸

Avec des variations d'un arrondissement à l'autre : « À Huy-Waremme, par exemple, ce sont les populations plus aisées qui sont plus exposées. Cette situation est liée aux choix résidentiels des ménages. On parle d'aménités environnementales – les éléments environnementaux qui contribuent à la qualité de vie comme les espaces verts, l'accès au paysage, l'accès à la mobilité – et de désaménités – par exemple, la proximité par rapport aux implantations industrielles ou l'exposition à la pollution de l'air. La présence d'un cours d'eau peut être à la fois une aménité et une désaménité. » Mais, expliquait encore le directeur du laboratoire LEMA (Local Environment Management and Analysis), les ressources pour faire face au risque d'être inondé sont inégalement réparties dans la population.

Mal-logés en croissance

Comme l'explique Joël Humblet, actif auprès de la Société Saint-Vincent-de-Paul Frédéric Ozanam à Pepinster, retrouver un logement quand on est sinistré est loin d'être simple. Lui a finalement trouvé un studio transitoire qu'il louera pendant un an, le temps de se retourner. « J'ai fait pas mal de recherches dans toute la région verviétoise et, on le voit, les loyers ont augmenté depuis les inondations. Les propriétaires sont plus exigeants aussi, que ce soit par rapport aux animaux de compagnie, mais aussi aux enfants. »

Mauricette Lambotte, volontaire pour la Saint-Vincent-de-Paul à Pepinster, souligne une autre difficulté : « La plupart du temps, les personnes sinistrées sont des locataires et non des propriétaires. » Les démarches pour les travaux

Davantage qu'un toit, un lieu de vie

« Au-delà d'un toit, un logement, c'est une inscription dans un quartier, c'est habiter quelque part. C'est avoir des liens avec des crèches, des écoles, des lieux de formation... Pour les personnes plus âgées ou plus isolées, cet endroit où on joue aux cartes, ce café où on a l'habitude de boire un thé ou une bière, c'est très important », soutient le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

Autour du lieu de vie se construit bien souvent un équilibre dans la vie de famille, dans la vie de couple et dans la vie sociale. Cet équilibre, la précarité le rend fragile. Il demande énergie et système D aux personnes moins bien loties pour être maintenu. Le risque de basculement est grand avec les changements de logement et les déménagements imposés après les inondations.

Des familles devenues sans papiers

Les inondations ont souvent aussi détruit tous les papiers administratifs des familles. « Même quand le logement est réhabitable, il y a une perte d'identité et de statut. Les gens n'ont plus leurs documents d'identité, de chômage, de pension... Il faut reconstituer tous ces dossiers. » Sans le document de composition de ménage, comment obtenir l'allocation de rentrée scolaire, par exemple ? Ces démarches administratives qui pèsent déjà lourd sur certains sont rendues plus complexes encore. « On ne doit pas ajouter des épreuves à l'épreuve. Il faut que les administrations aient une attitude proactive en vue de recomposer les dossiers pour les gens », plaide le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

relèvent du propriétaire et les priorités peuvent différer entre locataires et propriétaires. Autre problématique encore : certaines personnes locataires, qui ont eu la chance d'échapper aux inondations, se voient contraintes de quitter leur logement pour céder leur place à leurs propriétaires sinistrés réinvestissant leur location pendant les travaux de leur logement principal⁹.

8 Jacques Teller : « Avec le changement climatique, il est fort probable que les inégalités environnementales liées aux inondations s'exacerbent », dans Alter Échos n°494, 3 juin 2021. www.alterechos.be

9 Possibilité de mettre fin à un bail, pour occupation personnelle ou d'un membre de la famille du propriétaire, sauf si cela a été exclu ou limité dans le contrat de bail. Avec un préavis d'au moins 6 mois, pour un bail de 9 ans. Plus d'infos sur : www.droitsquotidiens.be

Enfin, ça se bouscule dans la recherche d'un logement. Et pour les personnes qui avaient déjà du mal à en trouver un, la prospection est plus complexe. On le voit, des formes de « mise en concurrence » sur les logements disponibles ne sont pas favorables aux personnes en difficulté déjà avant les inondations.

Faire face au relogement et « mal-logement » (problèmes de chauffage, de moisissures...) des personnes socio-économiquement défavorisées s'impose. Alors que les contraintes urbanistiques consécutives aux inondations vont se renforcer, leur situation « doit être dans les têtes chaque fois qu'on aborde les questions de reconstruction ou de réaménagement du territoire », insiste Christine Mahy.

En outre, ce qui doit être construit va au-delà d'un toit. Ce qui doit être apporté, c'est autre chose que de la nourriture et des vêtements. Ils ont été nécessaires certes mais les besoins ont été rencontrés assez rapidement (parfois même de manière anarchique et saturée). Comptent autant le lien social, l'accès au savoir, le sentiment de dignité, les espaces d'exutoires pour les jeunes (les plaines, les salles de sports...), les lieux d'écoute et d'échanges (du petit café du coin à l'association de quartier),... **Tout cet invisible dans les médias vital pour la reconstruction en profondeur sur le long terme.**

Reconstruire en écoutant d'abord

« Un effort majeur d'écoute en profondeur devrait être entrepris avec résolution vers, vis-à-vis, et avec ces milliers de personnes sinistrées, réclamait Joseph Charlier aux parlementaires wallons dans une lettre qu'il leur adressait quelques semaines après les inondations. Il faut connaître ce qu'elles ont vécu. L'entendre. Le comprendre. L'archiver. Ne pas oublier. **Partir avec elles de**

leur vécu, de leurs douleurs. Remonter la pente. (Re) construire ensemble avec elles au propre comme au figuré : le mental, le psychique, le lien social, le matériel, l'habitat, l'environnement. »

Écouter, c'est dire les traumatismes parfois profonds. Un petit qui pleure quand sa mère ouvre le robinet d'eau, un homme qui n'arrive plus à se détendre sous la douche, des enfants que la pluie effraie.

Écouter, c'est s'assurer d'être au plus proche des besoins, en particulier de ceux que l'on n'entend pas. C'est entamer une « démarche ouverte vers le futur (...) avec la participation des milliers de personnes concernées, en prenant en compte leur diversité, leurs difficultés, leur créativité. » Construire l'avenir sans elles ne serait pas juste.

À l'heure où il est question de reconversion de 11 quartiers sinistrés (dans les communes de Limbourg, Pepinster, Trooz, Chaudfontaine, Esneux, Liège, Rochefort, Theux et Verviers), en quartiers dits « durables », avec des préoccupations environnementales, de développement économique, d'infrastructures publiques..., il serait utile d'y associer les personnes en situation précaire et les associations qui leur sont proches. Les rencontres bimestrielles entre le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté et les deux commissaires à la reconstruction donneront peut-être corps à cette prise en compte. Elles représentent un signal positif.

L'attention doit se maintenir alors que l'épuisement apparaît, que les tensions et l'agressivité montent face aux compagnies d'assurance notamment. Il faut soutenir la réouverture de lieux d'écoute, d'échanges, de passage d'informations, d'accompagnement.

■ **Catherine Daloze**

Chargée d'études pour Action Vivre Ensemble

Inondations 2021 : l'appui d'Action Vivre Ensemble

Les inondations qui ont touché la Wallonie l'été dernier ont eu un impact fort sur les associations qui luttent en première ligne contre la pauvreté. Action Vivre Ensemble a débloqué un appui exceptionnel combinant une écoute des partenaires associatifs marqués par les événements, une affectation financière utile et rigoureuse ainsi qu'une redevabilité aux donateurs et donatrices qui se sont mobilisés.

En 2021, Action Vivre Ensemble a financé un appui de 40.000 euros au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté pour l'emploi et les frais de fonctionnement de deux personnes engagées pour une période d'un an pour assurer, d'une part, l'accompagnement des associations de terrain sur le volet des inondations et, d'autre part, le plaidoyer politique.

En 2022, Action Vivre Ensemble débloquera 50.000 euros supplémentaires pour un appui à des associations de terrain directement touchées par les inondations, une fois leurs besoins précisés.

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@vivre-ensemble.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination C. Martens, V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel

Attestation fiscale pour tout don de 40 €/an et plus. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Action Vivre Ensemble - IBAN BE91 7327 7777 7676 - Merci